

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

120-1 | 2013

Varia

Aspects de la première chouannerie mayennaise (Siloë, Laval, 2010)

Daniel Pichot



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2591>

DOI : 10.4000/abpo.2591

ISBN : 978-2-7535-2782-9

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2013

Pagination : 194-195

ISBN : 978-2-7535-2780-5

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Daniel Pichot, « Aspects de la première chouannerie mayennaise (Siloë, Laval, 2010) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-1 | 2013, mis en ligne le 30 mars 2013, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2591>

À la poupe, de conserve, juristes et historiens modernistes constituent un solide dossier sur « Les amirautés en Bretagne au XVIII^e siècle ». Le renforcement du maillage institutionnel par un État qui se réapproprie le rivage de la mer provoque en effet des conflits d'autorité entre les amirautés, les autres juridictions royales et les communautés de villes. Morgane Vary récapitule les acquis de la recherche sur « L'État et l'appropriation du littoral sous Louis XIV ». Alain Berbouche, spécialiste du rapport entre marine et justice, donne une « Introduction », succincte mais dense, au « fonctionnement des amirautés bretonnes au XVIII^e siècle » qu'étudie ensuite Olivier Levasseur à travers le prisme des enquêtes des commissaires des pêches (« Les amirautés bretonnes dans les premières décennies de leur existence »). Ce dernier livre en outre aux chercheurs le guide de sources de la série B des amirautés bretonnes conservées dans les cinq dépôts d'archives départementales bretons qui vient utilement compléter la liste des sources de la thèse, principalement fondée sur les Archives nationales et la Bibliothèque nationale. Pierre Martin analyse les résistances des institutions seigneuriales aux commissions d'enquêtes instaurées par l'État (« Les résistances des institutions seigneuriales et les commissions d'enquêtes en Bretagne sous l'Ancien Régime »). Enfin, Sylviane Llinares, dont les recherches portent actuellement sur les ports et havres de France au XVIII^e siècle dresse le bilan des « amirautés bretonnes à la fin de l'Ancien Régime ». Ce dernier chapitre apporte une conclusion bien venue à un travail exemplaire de restauration, d'actualisation et d'enrichissement scientifique de la thèse de Joachim Darsel.

Bernard MERDRIGNAC

BLOTTIÈRE, Gérard, *Aspects de la première chouannerie mayennaise*, Siloë, Laval, 2010, 189 p., ISBN : 9782-84231-470-5, 19 €.

Ce livre très particulier est l'édition fort tardive d'une maîtrise d'histoire soutenue en 1970. Pourquoi en rendre compte alors qu'elle date au regard de l'historiographie qui a effectivement progressé depuis ce temps ? Alors, les grands travaux relatifs à la contre-Révolution ou à l'anti-Révolution n'avaient pas encore été publiés et, dans le domaine, seule la thèse de Paul Bois sur la Sarthe pouvait servir de référence. Il s'agissait alors d'un travail pionnier qui reprenait l'histoire encore passablement chaude de la chouannerie mayennaise ou plutôt se consacrait à un aspect, seulement, mais majeur, et c'est tout l'intérêt encore aujourd'hui de cet excellent travail d'étudiant.

Toute la première partie est consacrée à l'établissement de listes de chouans ou supposés tels pour essayer d'en établir une sociologie. Le travail patient opéré sur les listes de dénonciation, des publications des autorités, des tribunaux etc. reconstitue des séries de noms par commune, dans le district de Laval où les archives conservées autorisent plus facilement cette enquête. Celle-ci prend en compte la première chouannerie, et ne dépasse donc pas la fin de l'année 1794, ce qui complique singulièrement la tâche mais poursuit après orientait vers d'autres situations et problèmes. L'auteur prend soin de critiquer ses sources, il souligne la difficulté d'identifier noms et lieux, l'orthographe aléatoire, les homonymies fréquentes, et évalue à chaque fois la fiabilité des différents textes. Enfin, apparaissent dans les écrits des contre-révolutionnaires, certes mais dont le degré d'implication variable n'est pas toujours connu, il existe plus qu'une marge entre le cri séditionnel et la rébellion. G. Blottière se montre réservé mais arrive, grâce aux croisements d'indices, à montrer ce que ses sources disparates peuvent néanmoins offrir. Le résultat n'est

pas négligeable et, si quelques communes n'offrent que quelques noms, certaines en fournissent des dizaines.

De nombreux tableaux regroupent les chouans soupçonnés ou avérés avec nom, âge, profession, domicile et profession des parents. Malgré de nombreuses lacunes (toutes les cases sont loin d'être informées), ce travail minutieux aboutit à des acquis très concrets. Des cartes mettent en lumière les régions les plus agitées, en particulier l'ouest du département entre Laval et La Gravelle ainsi que le canton d'Ernée un peu plus au nord. Saint-Ouen-des-Toits, fief de Jean Chouan, s'illustre avec 100 noms, Courbeveille avec 86, mais d'autres font pâle figure, faute de renseignements parfois mais aussi parce que, comme Louverné ou Andouillé, ces communes tiennent pour les autorités. Port-Brillet et Chailland où sont nombreux les ouvriers de l'industrie sidérurgique sont très hostiles aux chouans. Ainsi tableaux et cartes établissent une géographie de l'agitation pas toujours neuve mais plus précise et argumentée que ce dont on pouvait disposer avant.

Surtout, le but de G. Blottière est de connaître le statut social de ces chouans. Grâce à quelques éléments relevés dans les archives et surtout aux rôles de taille des années 80, il parvient à placer un certain nombre de ces individus sur l'échelle des fortunes. Des conclusions très claires ressortent de ces listes. L'émergence des mêmes faits et mêmes pourcentages dans la plupart des communes étudiées donnent une consistance certaine à l'enquête. Les acteurs de la première chouannerie, essentiellement des hommes, se distinguent par leur pauvreté. Ils appartiennent très majoritairement, deux tiers au moins, aux couches les plus modestes. En premier viennent les tisserands, 23 % et c'est un minimum. Ces travailleurs disséminés dans les campagnes ont subi de plein fouet le déclin de la fabrication de la toile à la fin du XVIII^e siècle aggravé par la Révolution et ses troubles. Incontestablement la misère les pousse à la révolte. Ils sont accompagnés par les domestiques, 19 %, et des clochers, petits paysans insuffisamment pourvus de terre. Une telle sociologie dont sont absentes les élites, paysanne, bourgeoise et encore plus cléricale ou aristocratique, ouvre évidemment une deuxième partie qui propose une « tentative d'explication » de la chouannerie mayennaise.

Une longue étude de la situation économique très défavorable constitue l'essentiel de la démonstration. Le poids conjugué de la pénurie des grains dont les prix augmentent quand l'assignat s'effondre, du chômage et des impositions nouvelles établies par la Révolution pèse lourdement sur les ressources des plus modestes et les plonge dans la misère, ce qui suscite leur réaction. Le régime libérateur ne peut leur assurer des moyens de vivre, bien au contraire, les conséquences de bien des décisions aggravent leur cas. C'est là le nœud du problème. Il s'agit avant tout de l'insurrection des plus modestes et l'auteur ne partage pas l'analyse de P. Bois pour la Sarthe, lequel voit une opposition des paysans aux bourgeois des villes acquéreurs de biens nationaux.

Dans un tel contexte, des éléments viennent aggraver, et non pas provoquer le ressentiment. Les levées d'hommes pour l'armée comme celle de 1792 demandant 1100 hommes au département, déclenchent le refus. Les paysans attachés à leur pays ne veulent pas partir au loin pour la guerre, d'autant plus qu'ils n'ont guère envie de défendre ce régime. Les assemblées pour désigner les partants se passent mal et sont souvent annulées. La jeunesse des révoltés cadre bien avec cette résistance au départ mais si leur nombre est important, ils ne constituent pas l'essentiel des révoltés, les réfractaires ne passent pas systématiquement aux Chouans.

Face à cela, la tension religieuse accroît le mécontentement. La majorité des prêtres refuse le serment à la constitution civile du clergé et les « bons prêtres » conservent la confiance de leurs paroissiens. Cependant, la question religieuse ne paraît pas dominante, même pour les autorités. Devant l'accumulation de ces griefs

et leurs relations qui en accroissent la gravité, on ne s'étonne pas que les Vendéens, lors de la Virée de Galerne, rencontrent un écho favorable et soient suivis par de nombreux partisans.

Le livre dépasse donc largement le titre très modeste, « aspects de la première chouannerie » et l'on peut se féliciter de l'effort de publication entrepris par la maison Siloë, même si l'on peut regretter un travail d'édition un peu *a minima*. Le texte très clair dégage nettement les problèmes et les conclusions, tableaux et cartes apportent au lecteur les éléments nécessaires. Des exemples nombreux apportent couleur et nuance dans un texte qui pourrait sans cela devenir trop abstrait, l'individu demeure présent. Enfin, quelques annexes viennent parfaire la démonstration. Les travaux postérieurs de l'auteur signalés à la fin auraient pu trouver place, au moins partiellement, dans le volume, ils auraient fourni d'intéressantes études de cas. Au total, cette publication apporte beaucoup. Si l'explication sociale et économique bien argumentée néglige le politique approfondi par les études postérieures, elle n'en demeure pas moins fondamentale et les listes ainsi que l'essai de sociologie de la chouannerie offrent à l'historien un matériau du plus grand intérêt.

Daniel PICHOT

LUC, Jean-Noël (dir.), *Soldats de la loi. La gendarmerie au xx^e siècle*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2010, 534 p.

Depuis une quinzaine d'années, l'histoire de la gendarmerie est devenue l'un des chantiers les plus actifs en histoire contemporaine. Colloques, journées d'études, séminaires, thèses, publications diverses contribuent à attirer l'attention des chercheurs tout à la fois sur la place de l'institution dans l'État, sur ses missions si diverses et peut-être surtout sur les hommes qui la composent. Cette vitalité s'inscrit plus largement dans ce que l'on pourrait appeler, avec quelque provocation, le « tournant policier » de l'historiographie française engagé à la fin des années 1990 et qui ne connaît plus, depuis, de pauses : alors que la police – en un sens large qui peut comprendre aussi la gendarmerie – a longtemps été considérée par les universitaires comme un objet sale, suscitant au mieux l'indifférence, un nombre de plus en plus important de chercheurs ont cessé d'y voir uniquement un outil impersonnel et invariable de la répression pour l'analyser comme partie prenante des sociétés dans lesquelles elles agissaient. Dès lors s'est développée une histoire politique, sociale, culturelle de la police, de ses pratiques et des relations des policiers avec les Français.

Dans le cas de la gendarmerie, c'est autour de Jean-Noël Luc, professeur à la Sorbonne, véritable défricheur de cette histoire, que sont conçues et réalisées les publications les plus innovantes. *Soldats de la loi* s'inscrit donc dans la suite de nombreuses publications du directeur d'ouvrage et de ses élèves. Pendant, pour le xx^e siècle, de *Gendarmerie, État et société au xix^e siècle*, actes du premier colloque universitaire sur la gendarmerie, organisé à la Sorbonne en 1999 et publié dès 2000, cet ouvrage reprend certaines des communications d'un autre colloque de la Sorbonne sur la gendarmerie au xx^e siècle et y adjoint des interventions au séminaire du professeur Luc. Il faut le lire comme un bilan d'étape des travaux réalisés en une décennie, mais peut-être davantage encore comme une incitation à mener de nouvelles recherches. La présence de nombreux jeunes chercheurs dans cet ouvrage collectif constitue à cet égard une promesse pour l'avenir : au moment de la publication, 17 des 30 auteurs étaient titulaires d'une maîtrise ou d'un master,